



COMITÉ QUÉBEC-ISRAËL  
QUEBEC-ISRAEL COMMITTEE

Madame Julie Miville-Dechêne  
Ombudsman des Services français  
Radio-Canada  
C.P. 6000, succ. centre-ville  
Montréal (Québec) H3C 3A8

Objet : Demande de révision de la diffusion de « Paix, propagande et Terre promise » sur les ondes de RDI

Madame,

Nous souhaitons par la présente vous demander de réviser la diffusion du documentaire « Paix, propagande et Terre promise » (*Les grands reportages*, 23 octobre 2008) sur les ondes du Réseau de l'information de Radio-Canada (RDI) afin de déterminer si ce film et l'encadrement offert par RDI satisfont aux critères applicables à la diffusion de documentaires d'opinion au sens de documentaires engagés tels qu'énoncés dans les normes et pratiques journalistiques de Radio-Canada.

RDI a présenté le film dans son guide horaire<sup>1</sup> et par la voix de l'animatrice Geneviève Asselin<sup>2</sup> comme une « analyse » de la couverture médiatique américaine du conflit israélo-palestinien. Aussi est-ce sans autre introduction au film que la répétition de sa thèse principale, à savoir, que les médias américains déforment le jugement de leur public sur le conflit israélo-arabe, que l'animateur des *Grands reportages*, Simon Durivage, a présenté le film. Selon RDI, c'est « par la voix d'érudits, de critiques des médias, d'activistes pour la paix, de personnages religieux et d'experts du Moyen-Orient » que « ce reportage analyse la couverture médiatique américaine du conflit israélo-palestinien », reprenant presque mot pour mot la description du film proposée par son auteur et sa maison de production<sup>3</sup>.

Or ce film, notamment décrit par le *New York Times* comme un « documentaire pro-palestinien » qui « tente de faire le procès des dirigeants israéliens dans la cour de l'opinion publique américaine »<sup>4</sup>, propose-t-il l'analyse objective et détachée que RDI prétendait présenter à son auditoire ?

Une simple recherche sur le réalisateur, la maison de production, les intervenants et les remerciements du réalisateur ainsi qu'une analyse de la collusion idéologique entre la narration et les propos des intervenants dévoilent plutôt un document d'opinion éminemment politique qui

<sup>1</sup> [http://www.radio-canada.ca/television/guide\\_horaire/RDI/index.asp?dateDuGh=2008-3-26&regiongh=10&numerodiff=38400504&numero=405&date=2008-10-23](http://www.radio-canada.ca/television/guide_horaire/RDI/index.asp?dateDuGh=2008-3-26&regiongh=10&numerodiff=38400504&numero=405&date=2008-10-23)

<sup>2</sup> Geneviève Asselin, RDI, 23 octobre 2008, 20h01

<sup>3</sup> <http://www.mediaed.org/cgi-bin/commerce.cgi?preadd=action&key=117>

<sup>4</sup> « Eager to Place the Blame For a Never-Ending Conflict », Ned Martel, *New York Times*, p. E25, 28 janvier 2005

substituée à l'analyse rigoureuse et crédible de la propagande (réelle ou perçue) désinformation et théorie du complot.

## Production et réalisation

Le réalisateur du film, **Sut Jhally**, est un professeur de communications à l'Université du Massachusetts, bien connu pour son militantisme anti-israélien. Lors d'une conférence à l'Université Windsor en mai 2007, par exemple, il a invité son public à affronter le prétendu « apartheid israélien ».<sup>5</sup> En outre, M. Jhally présente régulièrement son film dans le cadre des « Israeli Apartheid Weeks ». Ces semaines d'activités militantes organisées sur les campus nord-américains promeuvent le mythe selon lequel l'État d'Israël serait un régime de ségrégation raciale comparable au régime d'apartheid de l'ancienne Afrique du Sud dans le but de conférer une aura de justice sociale aux appels au boycott et au démantèlement d'Israël.

Le film a été produit par la *Media Education Foundation*, une maison de production à vocation militante fondée par Sut Jhally<sup>6</sup> et dont le comité de conseillers comprend Noam Chomsky, l'un des principaux intervenants du film et un militant anti-israélien notoire.

## Distribution du film

Le film a été distribué par *Arab Film Distribution* qui décrit sa mission comme étant la dissémination du point de vue arabe : « Our purpose is to make the "Arab point of view" as accessible as possible by turning our documentary library into a powerful educational tool »<sup>7</sup>.

## Dédicace et remerciements

Le film est dédié à la mémoire du défunt professeur et militant pro-palestinien Edward Saïd opposé au processus de paix d'Oslo. Dans la version intégrale du film, le réalisateur remercie une brochette d'organisations militantes et de lobbying pro-palestiniennes et anti-israéliennes dont certains des intervenants étaient des membres, des employés ou des anciens employés au moment du tournage du film. Outre que ces remerciements contribuent à établir la nature militante du film, ils auraient dû soulever des interrogations auprès de RDI quant à l'indépendance de la production du film de tout groupe qui pourrait avoir un intérêt direct dans la question abordée. Ces organisations comprennent notamment :

- *Al-Awda Right of Return Coalition*: Cette organisation estime qu'Israël exécute « un projet génocidaire afin d'éliminer le peuple indigène arabe de Palestine »<sup>8</sup> et a pour premier objectif stratégique « l'isolement politique et matériel de l'État génocidaire sioniste d'Israël »<sup>9</sup>.
- *American-Arab Anti-Discrimination Committee*: Ce groupe de lobbying arabe justifiait déjà à l'époque du processus de paix d'Oslo le terrorisme palestinien<sup>10</sup> et appuie la campagne de boycott contre le prétendu « régime d'apartheid israélien »<sup>11</sup>. Deux porte-parole de l'organisation interviennent à de nombreuses reprises dans le film.

<sup>5</sup> [http://www.necf.org/index\\_files/page0020.htm](http://www.necf.org/index_files/page0020.htm)

<sup>6</sup> <http://www.mediaed.org/wp/staff>

<sup>7</sup> <http://www.arabfilm.com/aboutafd.html>

<sup>8</sup> <http://www.al-awda.org/alert-gaza2.html>

<sup>9</sup> <http://www.al-awda.org/sf-conv5.html>

<sup>10</sup> <http://www.adc.org/action/1999/11aug99.htm>

<sup>11</sup> <http://www.adc.org/index.php?id=3124>

- *Arab-American Institute* : Ce groupe de lobbying arabe accuse Israël de pratiquer une politique d'apartheid à l'endroit des Palestiniens<sup>12</sup>.
- *Electronic Intifada* : Cette publication palestino-américaine a pour but de contrer « le biais prédominant pro-israélien des médias américains »<sup>13</sup>. Plusieurs des intervenants du film y contribuent des articles. La publication soutient la solution dite d' « un État unique » au conflit israélo-palestinien, soit le démantèlement de l'État d'Israël.
- *Fairness and Accuracy in Reporting*: Cet observatoire des médias militant invite ses membres à dénoncer la couverture médiatique perçue comme biaisée en faveur d'Israël. L'organisation témoigne régulièrement à l'ONU en faveur des Palestiniens<sup>14</sup>. Plusieurs des intervenants du film y contribuent des articles et une partie de la « recherche » du film provient de cette organisation.
- *International Solidarity Movement* : Cette organisation palestinienne dépêche des volontaires internationaux pour interférer avec les mesures antiterroristes israéliennes, telles que l'érection de la barrière de sécurité ou la destruction de maisons vacantes abritant des tunnels destinés au trafic d'armes entre l'Égypte et la bande de Gaza.
- *Islam Online* : Ce site d'informations islamiste appartient au prédicateur et Frère Musulman Yusuf Al-Qaradawi qui prône les attentats suicide contre la population civile israélienne<sup>15</sup>.
- *Middle East Research and Information Project* : Ce « groupe de recherche indépendant » épouse un ordre du jour unilatéralement pro-palestinien et ouvertement anti-israélien, se joint aux accusations d'apartheid contre Israël<sup>16</sup>, justifie le terrorisme palestinien contre la population civile israélienne comme une forme de résistance légitime et fait l'apologie d'organisations terroristes comme le Hezbollah<sup>17</sup>.
- *Palestine Action Coalition* : Ce petit groupe pro-palestinien organise des activités militantes auxquelles participe le réalisateur du film<sup>18</sup>.

## Les intervenants

Alors que les intervenants ont été présentés par RDI comme des érudits et des experts du Moyen-Orient, ou encore, des activistes pour la paix, ni le film, ni RDI ne précisent que tous les intervenants sont en fait des militants ou des lobbyistes pro-palestiniens voire anti-israéliens actifs (souvent au sein des mêmes organisations), induisant le public à croire qu'il était en présence de spécialistes objectifs et d'activistes qui prennent parti pour la paix et non pas contre l'un des protagonistes du conflit.

- **Touffic Haddad** est un activiste palestino-américain qui assimile le sionisme à une forme de racisme<sup>19</sup>, à l'instar de la Résolution 3379 de l'Assemblée générale de l'ONU révoquée en 1991. Comme le réalisateur du film, Haddad milite contre l' « apartheid israélien »<sup>20</sup>.

- **Hussein Ibish** était directeur des communications du *American-Arab Anti-Discrimination Committee* au moment du tournage du film et un collaborateur de *Fairness & Accuracy In Reporting*. Le *American-Arab Anti-Discrimination Committee* est un groupe de pression arabe qui

<sup>12</sup> <http://www.aaiusa.org/washington-watch/1443/w050399>

<sup>13</sup> <http://electronicintifada.net/v2/aboutEI.shtml>

<sup>14</sup>

<http://domino.un.org/unispal.nsf/5ba47a5c6cef541b802563e000493b8c/6ecae6e10d67e2b985256b9e005074a0!OpenDocument>

<sup>15</sup> [http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk\\_news/3874893.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/3874893.stm)

<sup>16</sup> <http://search.freefind.com/find.html?id=20477272&pageid=r&mode=ALL&n=0&query=apartheid>

<sup>17</sup> <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/YAOI-6S952N?OpenDocument>

<sup>18</sup> <http://www.workers.org/ww/2004/amherst0318.php>

<sup>19</sup> <http://www.isreview.org/issues/36/toufic.shtml>

<sup>20</sup> <http://www.apartheidweek.org/toronto.html>

véhicule le mythe de l' « apartheid israélien » et qui a commandité la projection du film dans plusieurs villes américaines<sup>21</sup>. *Fairness & Accuracy In Reporting* est un observatoire des médias pro-palestinien qui invite ses membres à écrire aux médias pour notamment critiquer leur couverture des affaires arabes et moyen-orientales. Ibish a également milité auprès de *al-Awda*, une organisation pro-palestinienne qui préconise l'établissement d'un État palestinien sur le territoire israélien. Ibish est actuellement associé principal auprès du *American Task Force on Palestine*, un groupe de pression pro-palestinien, et collabore au site pro-palestinien *Electronic Intifada*. Il a contribué un essai à l'ouvrage collectif militant « The New Intifada: Resisting Israel's Apartheid »<sup>22</sup>.

- Comme son successeur Hussein Ibish, **Sam Hussein** a été directeur des communications du *American-Arab Anti-Discrimination Committee*. Il a aussi œuvré à titre de porte-parole pour le compte de l'observatoire des médias militant *Fairness & Accuracy In Reporting*.

- **Noam Chomsky** est un professeur de linguistique au Massachusetts Institute for Technology. Il doit cependant sa notoriété à son militantisme politique radical, notamment à sa dénonciation constante de l'État d'Israël et à son appui à des groupes terroristes anti-israéliens et antisémites comme le Hezbollah. En mai 2006, alors que le gouvernement du Liban appelait, en conformité avec la Résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU, au désarmement du Hezbollah, Chomsky a rencontré les dirigeants de la milice armée par la Syrie et l'Iran et plaidé en faveur de son droit de garder ses armes.<sup>23</sup> Deux mois plus tard, le Hezbollah tournait ses armes contre des soldats israéliens et la population civile du nord d'Israël, entraînant le Liban dans une guerre contre le gré de son gouvernement élu. Chomsky siège sur le comité de conseillers de la maison de production du film et a contribué un essai à l'ouvrage collectif militant « The New Intifada: Resisting Israel's Apartheid »<sup>24</sup>.

- **Robert Jensen**, présenté dans le film comme un professeur de journalisme, siège sur le comité de direction du collectif pro-palestinien *Third Coast Activist*<sup>25</sup>, une organisation qui, incidemment, fait usage des documents produits par le *Middle East Research and Information Project*<sup>26</sup>.

- **Alissa Solomon**, qui est présentée comme journaliste au *Village Voice*, est aussi l'éditrice d'une collection d'essais de militants anti-sionistes intitulé « Wrestling with Zion »<sup>27</sup>, dans lequel Israël et le sionisme sont assimilés au racisme, au colonialisme et à l'apartheid.

- **Karen Pfeifer**, présentée comme responsable du *Middle East Research and Information Project* (voir ci-haut sous « Remerciements »), a signé une pétition en 2002 enjoignant le gouvernement américain de suspendre son aide financière à Israël, prétextant que les opérations antiterroristes israéliennes, au plus fort de la campagne d'attentats suicide palestiniens, constituaient un « abus systématique » des droits de l'homme<sup>28</sup>. Pfeifer participe aux activités d'organisations pro-palestiniennes<sup>29</sup>.

<sup>21</sup>

[http://www.google.com/search?hl=en&rlz=1B3RNFA\\_enCA233CA233&q=ADC+%22peace+propaganda+and+the+promised+land%22&btnG=Search](http://www.google.com/search?hl=en&rlz=1B3RNFA_enCA233CA233&q=ADC+%22peace+propaganda+and+the+promised+land%22&btnG=Search)

<sup>22</sup> [http://www.amazon.com/New-Intifada-Resisting-Israels-Apartheid/dp/1859843778/ref=sr\\_1\\_1?ie=UTF8&s=books&qid=1225820461&sr=1-1](http://www.amazon.com/New-Intifada-Resisting-Israels-Apartheid/dp/1859843778/ref=sr_1_1?ie=UTF8&s=books&qid=1225820461&sr=1-1)

<sup>23</sup> <http://www.memritv.org/search.asp?ACT=S9&P1=1136>

<sup>24</sup> [http://www.amazon.com/New-Intifada-Resisting-Israels-Apartheid/dp/1859843778/ref=sr\\_1\\_1?ie=UTF8&s=books&qid=1225820461&sr=1-1](http://www.amazon.com/New-Intifada-Resisting-Israels-Apartheid/dp/1859843778/ref=sr_1_1?ie=UTF8&s=books&qid=1225820461&sr=1-1)

<sup>25</sup> <http://uts.cc.utexas.edu/~rjensen/activities.html>

<sup>26</sup> <http://thirdcoastactivist.org/palestine.html>

<sup>27</sup> <http://www.amazon.com/Wrestling-Zion-Progressive-Jewish-American-Israeli-Palestinian/dp/0802140157>

<sup>28</sup> <http://www.columbiadivest.org/pdfs/haaretzstatement.pdf>

<sup>29</sup> Par exemple, <http://www.radicalendar.org/calendar/all/all/display/16502/index.php?view=event&fulldate=2004-06-05>

- **Seth Ackerman**, journaliste à l'observatoire des médias militant *Fairness and Accuracy in Reporting*, intervient en faveur des Palestiniens dans des organismes onusiens tels que le United Nations Information System on the Question of Palestine<sup>30</sup>. Ses nombreux articles sur le conflit israélo-palestinien ont pour leitmotiv « la propagande » et « les complots » israéliens.

- **Robert Fisk** est un journaliste britannique qui ne cache pas son animosité envers Israël et ne se gêne pas pour fabriquer de prétendues « atrocités israéliennes ». A la suite de la Seconde guerre du Liban, par exemple, rapportant que des experts européens avaient découvert dans des cratères d'obus au Liban des traces d'uranium, Fisk avait spéculé que les Israéliens avaient employé une « nouvelle arme secrète à base d'uranium »<sup>31</sup>. Quelques jours plus tard, des experts de l'ONU affirmaient dans un communiqué de presse que contrairement aux spéculations de Fisk, rien ne permettait de croire qu'Israël avait utilisé des munitions à base d'uranium<sup>32</sup>. M. Fisk a contribué un essai à l'ouvrage collectif militant « *The New Intifada: Resisting Israel's Apartheid* »<sup>33</sup>.

- **Hanan Ashrawi** est présentée comme une parlementaire palestinienne. Toutefois, elle dirige aussi une ONG nommée MIFTAH, laquelle dénonce le racisme, le colonialisme et le prétendu régime d'apartheid d'Israël<sup>34</sup> dans les forums internationaux.

- **Stav Adivi** est présenté comme un major de réserve de l'Armée israélienne, un titre banal dans un pays où l'écrasante majorité des citoyens sont des gradés de réserve. Présenter de la sorte M. Adivi relève de la pure manipulation, puisque l'emphase mise sur le grade militaire de M. Adivi induit le téléspectateur non averti à conférer à ses critiques d'Israël une plus grande crédibilité, alors que dans les faits M. Adivi siège sur le comité de direction du *Israeli Committee Against Home Demolitions*<sup>35</sup>, une organisation militante qui épouse la rhétorique antisioniste la plus radicale, y compris les allégations d'apartheid, les appels au boycott contre l'État d'Israël<sup>36</sup> et la promotion d'un État unique entre la Méditerranée et le Jourdain, i.e., le démantèlement d'Israël.

- **Gila Svirsky** est présentée comme une activiste pour la paix affiliée au mouvement *Women in Black*. De fait, *Women in Black* et Gila Svirsky épousent la rhétorique antisioniste des mouvements pro-palestiniens, y compris la dénonciation du prétendu apartheid israélien<sup>37</sup> et appellent au boycott d'Israël<sup>38 39</sup>.

- **Michael Lerner** est un activiste qui s'associe régulièrement à des organisations pro-palestiniennes pour dénoncer les politiques du gouvernement d'Israël et qui apparait dans d'autres documentaires pro-palestiniens semblables à celui-ci, tels que *Occupation 101, Truth: Exposing Israeli Apartheid*

<sup>30</sup>

<http://domino.un.org/unispal.nsf/5ba47a5c6cef541b802563e000493b8c/6ecae6e10d67e2b985256b9e005074a0!OpenDocument>

<sup>31</sup> <http://www.independent.co.uk/opinion/commentators/fisk/robert-fisk-mystery-of-israels-secret-uranium-bomb-421960.html>

<sup>32</sup> <http://www.abc.net.au/news/newsitems/200611/s1783385.htm>

<sup>33</sup> [http://www.amazon.com/New-Intifada-Resisting-Israels-Apartheid/dp/1859843778/ref=sr\\_1\\_1?ie=UTF8&s=books&qid=1225820461&sr=1-1](http://www.amazon.com/New-Intifada-Resisting-Israels-Apartheid/dp/1859843778/ref=sr_1_1?ie=UTF8&s=books&qid=1225820461&sr=1-1)

<sup>34</sup> <http://www.miftah.org/Display.cfm?DocId=10894&CategoryId=32>

<sup>35</sup> [http://www.google.com/search?hl=en&rlz=1B3RNFA\\_enCA233CA233&q=adivi+icahd&btnG=Search](http://www.google.com/search?hl=en&rlz=1B3RNFA_enCA233CA233&q=adivi+icahd&btnG=Search)

<sup>36</sup> <http://www.icahd.org/eng/campaigns.asp?menu=4&submenu=4>

<sup>37</sup> Voir notamment sa contribution à l'ouvrage collectif « *The New Intifada: Resisting Israel's Apartheid* » ([http://www.amazon.com/gp/reader/1859843778/ref=sib\\_dp\\_ptu#reader-link](http://www.amazon.com/gp/reader/1859843778/ref=sib_dp_ptu#reader-link))

<sup>38</sup> [http://www.washington-report.org/archives/April\\_2007/0704053.html](http://www.washington-report.org/archives/April_2007/0704053.html)

<sup>39</sup> <http://www.gilasvirsky.com/evaluation.html>

## Propagande et désinformation

Étant donné le nombre important d'omissions, d'inexactitudes et de déformations des faits et d'allégations non fondées, le présent document se limitera à quelques-uns des éléments les plus flagrants pour établir le caractère, partial, déséquilibré et militant du film.

### Collusion politique entre le réalisateur et les intervenants

La thèse principale du film est qu'Israël exerce par voie d'intimidation un contrôle sur la manière dont le conflit israélo-arabe est rapporté dans les médias américains.

Cette thèse est véhiculée tant par la narration que par les intervenants. Jamais un point de vue opposé n'est-il offert. Il s'ensuit une collusion politique et idéologique entre le point de vue du réalisateur et des intervenants, une technique propre au pamphlet propagandiste, où tout converge vers la dénonciation d'Israël et de sa prétendue emprise sur les médias américaines.

Exemples :

- La narration affirme que « contrôler les images et les mots utilisés pour expliquer le conflit est devenu une partie intégrante du combat ». Le film enchaîne immédiatement avec Robert Jensen qui vient valider cette affirmation en déclarant : « On pourrait dire qu'en plus de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, Israël est aussi engagé dans une tentative d'occupation idéologique des médias américains ».

- La narration prétend que la campagne de relations publiques israélienne remonte au massacre des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila (perpétré par les Phalangistes libanais). « Pour le gouvernement israélien », opine la narration, « le problème n'était pas la mort de milliers de civils, mais plutôt le préjudice causé à l'image d'Israël ». Robert Fisk enchaîne et valide immédiatement « ils [les Israéliens] en ont conclu que quelque chose devait être fait pour améliorer les relations publiques » et Robert Jensen d'ajouter, sur un ton conspiratoire, qu'à la suite du massacre de Sabra et Chatila, Israël commença à placer des agents de presse dans ses missions diplomatiques aux Etats-Unis « pour contrôler ce que les Américains penseraient du Moyen-Orient ».

- La narration affirme que « la colonisation israélienne de la terre palestinienne s'est déroulée en deux temps. D'une part Israël a construit des colonies juives sur la terre des Palestiniens. D'autre part, Israël a pris diverses mesures pour chasser les Palestiniens, par exemple en leur démolissant leurs maisons ». Et de valider l'affirmation Karen Pfeifer en déclarant : « c'est une façon d'évacuer les Palestiniens de leur terre [...] les repoussant de plus en plus hors du territoire... ».

### Omissions, désinformation et affirmations gratuites

*« Israël est aussi engagé dans une tentative d'occupation idéologique des médias américains [...] Israël a décidé d'établir des infrastructures institutionnelles permanentes pour contrôler ce que les Américains penseraient du Moyen-Orient » - Robert Jensen*

Outre le choix de mot incendiaire, cette affirmation ne se fonde que sur une citation attribuée au Consul général d'Israël à New York à l'effet d'une campagne de relations publiques menée par Israël. Alors que tout État conduit des relations publiques, dans le cas d'Israël, celles-ci deviennent « occupation idéologique » et sont décrites en termes orwelliens (contrôle de la pensée). Outre une citation anonyme et inattribuée à l'effet qu'un attaché de presse consulaire israélien rencontrait des journalistes comme tout relationniste se doit de faire, rien ne vient soutenir ces graves allégations.

*« Les gens n'ont aucune idée qu'il y a occupation » - Alissa Solomon*

Cette autre affirmation gratuite à l'effet que l'emprise israélienne sur les médias américains est telle que le public ignore tout de l'occupation ne se fonde sur rien d'autre que l'avis de Solomon et quelques très brefs extraits de reportages décontextualisés que le film substitue à une analyse documentée du discours des médias et de la perception publique du conflit israélo-arabe.

*L'intimidation, la peur et l'antisémitisme – Robert Frisk et Robert Jensen*

Robert Frisk avance à plus d'une reprise qu'Israël intimide les journalistes et que les médias vivent dans la peur d'Israël. Robert Jensen prétend, quant à lui, que la « machine de relations publiques israélienne » assimile toute critique d'Israël à de l'antisémitisme et utilise cette tactique pour réduire au silence toute dissidence. Ces allégations ne sont soutenues par aucun exemple.

*« Le but d'Israël est d'annexer définitivement les territoires occupés » - Karen Pfeifer*

Le film occulte le fait qu'Israël a formellement reconnu le peuple palestinien et son droit à l'autodétermination dans la Déclaration de principes israélo-palestinienne de 1993, s'est engagé dans le processus de paix d'Oslo dans le but de créer un État palestinien indépendant, et a offert à Camp David en 2000 aux Palestiniens 100% de Gaza et 94% de la Cisjordanie. Le retrait militaire israélien et l'évacuation des colonies de Gaza, ainsi que le démantèlement de colonies en Cisjordanie en 2005 sont autant de preuves à l'appui qu'Israël ne poursuit pas une politique de d'annexion des territoires. Certes, le film ne pouvait pas faire référence à des événements postérieurs à son tournage, mais il incombait à RDI de juger de la pertinence de diffuser en 2008 un film qui prétend décrire l'état du conflit israélo-arabe en 2003.

*« Pour le gouvernement israélien, le problème [de Sabra et Chatila] n'était pas la mort de milliers de civils, mais plutôt le préjudice causé à l'image d'Israël ». - Narrateur*

Outre qu'elle déshumanise Israël, cette affirmation est sans fondement. Le massacre perpétré par les Phalangistes libanais alliés d'Israël a provoqué une vague d'indignation sans précédent en Israël culminant dans une manifestation de plus de 300 000 individus (un dixième de la population israélienne de l'époque) et la création par le gouvernement israélien, en réponse à l'indignation publique israélienne, d'une commission d'enquête publique sur le massacre.

*« Israël a pris diverses mesures pour chasser les Palestiniens » - Narrateur*

*« C'est une façon d'évacuer les Palestiniens de leur terre [...] les repoussant de plus en plus hors du territoire... ». – Karen Pfeifer*

Ces allégations de « nettoyage ethnique » sont dénuées de tout fondement. Non seulement Israël n'a-t-il aucune politique de la sorte – dite ou non-dite – mais la croissance démographique exponentielle des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie depuis 1967 dément catégoriquement ces allégations. De plus, le documentaire omet de noter que le gouvernement israélien détruit également les maisons construites sans permis par ses citoyens juifs. Enfin, le nombre de maisons détruites entre 2000 et 2003, correspond en grande majorité, non pas à des constructions sans permis, mais aux habitations de terroristes palestiniens ou des maisons abritant des caches d'armes ou des laboratoires d'explosifs détruites en vertu d'une politique israélienne de dissuasion, d'ailleurs abandonnée depuis 2005.

*Occupation « illégale »*

Le film allègue à plusieurs reprises que l'occupation israélienne est « illégale ». C'est le cas de Seth Ackerman, notamment, et de Hussein Ibish qui prétend même que la présence de troupes israéliennes « dans le pays d'autrui » contrevient à des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Or le Conseil de sécurité de l'ONU ne s'est jamais prononcé sur l'illégalité de l'occupation

et n'a jamais reconnu que la Cisjordanie et Gaza constituaient le pays de quiconque. La Résolution 242 est la résolution opératoire du Conseil de sécurité de l'ONU sur la solution au conflit israélo-arabe, laquelle établit le principe d'échange de territoires contre la paix et la sécurité pour toutes les parties du conflit, principe qui a présidé aux accords de paix israélo-égyptien et israélo-jordanien et qui continue de guider le processus de paix israélo-palestinien.

### *Terrorisme*

La narration et les intervenants présentent le terrorisme palestinien comme une réaction à l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie depuis 1967. Or dans les faits, entre 1948 et 1956 – alors que Gaza et la Cisjordanie étaient respectivement sous occupation égyptienne et jordanienne, des cellules de *fédayins* palestiniens ont tué quelque deux cents civils israéliens<sup>40</sup>. La première attaque terroriste du Fatah de Yasser Arafat date de janvier 1965, soit plus de deux ans avant l'occupation israélienne de Gaza et de la Cisjordanie. Le premier attentat-suicide du Hamas a été commis en 1993 au plus fort de l'euphorie des Accords d'Oslo et du processus de paix israélo-palestinien qui devait signifier la fin de l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie. Le Hamas a poursuivi une campagne d'attentats terroristes pendant tout le processus d'Oslo qu'il opposait. En outre, la narration et les intervenants présentent le terrorisme palestinien comme une réaction naturelle aux mesures de sécurité israéliennes, mais se gardent de mentionner l'incitation à la violence et la haine documentée contre Israël et les juifs dans les médias, les manuels scolaires et les mosquées palestiniens<sup>41</sup>.

### *Le « massacre » de Djénine*

Le film allègue qu'Israël s'est rendu coupable d'un « massacre » dans le camp de réfugiés de Djénine en 2002. Le film néglige de mentionner qu'au cours du mois précédent l'intervention israélienne à Djénine, 130 Israéliens, pour la plupart des civils avaient péri dans des attaques terroristes souvent planifiées et lancées depuis Djénine. Le film omet de mentionner que Djénine a en fait été le théâtre d'affrontements intenses qui ont fait quelque 24 morts côté israélien et 56 morts chez les Palestiniens, la plupart d'entre eux, des combattants armés. Le film omet de rapporter que selon une enquête de l'ONU, les allégations palestiniennes à l'effet de quelque 500 morts palestiniens étaient infondées et que l'ONG *Human Rights Watch* a conclu qu'il n'y avait aucune preuve que des centaines de Palestiniens avaient été massacrés à Djénine<sup>42</sup>.

## **Demande de révision**

En omettant d'identifier le film comme un documentaire d'opinion de type engagé et en reprenant presque littéralement la description de son auteur, RDI a enfreint les normes et pratiques journalistiques de Radio-Canada, lesquelles stipulent que « la production devrait être clairement identifiée au début et à la fin comme étant un documentaire d'auteur »<sup>43</sup>. Ironiquement, alors que l'animateur Simon Durivage demandait en introduction si les médias américains ne déformaient pas le jugement de son public, c'est RDI qui a contribué à la déformation du jugement de son propre public sur le conflit israélo-arabe.

<sup>40</sup> Morris, Benny, *Righteous Victims. A history of the Zionist-Arab Conflict 1881-1999*, Knopf, 1999, p. 271

<sup>41</sup> Voir, par exemple, Israel/Palestine Center for Research and Information. [Report II: Analysis and Evaluation of the New Palestinian Curriculum](#), juin 2004 (<http://www.ipcri.org/files/4&9report.pdf>) et *In Gaza, Hamas's Insults to Jews Complicate Peace*, New York Times, 1er avril 2008 ([http://www.nytimes.com/2008/04/01/world/middleeast/01hamas.html?\\_r=2&ref=world&oref=slogin&oref=slogin](http://www.nytimes.com/2008/04/01/world/middleeast/01hamas.html?_r=2&ref=world&oref=slogin&oref=slogin))

<sup>42</sup> UN Secretary-General Report on Events in Jenin, 1er août 2002; Human Rights Watch, communiqué de presse, 3 mai, 2002

<sup>43</sup> Normes et pratiques journalistiques de Radio-Canada, Annexe A, p. 134

La participation exclusive de militants et d'employés de groupes de pression et d'intérêts organisés, ainsi que les remerciements de la production aux dits groupes non seulement compromettent-ils gravement la responsabilité de RDI de veiller à ce que des « groupes d'intérêt politiques [...] ou encore de pression ne cherchent à faire valoir leurs opinions par le biais de ce genre de productions »<sup>44</sup>, mais auraient dû susciter auprès de RDI des interrogations quant à l'indépendance de la production du film de tout groupe qui pourrait avoir un intérêt direct dans la question abordée.

En présentant un réquisitoire unilatéral contre l'une des deux parties d'un conflit, RDI a failli à son devoir d'assurer l'équité et l'équilibre en négligeant de présenter dans le cadre de cette émission d'autres points de vue sur la question, afin, comme le stipulent les normes de Radio-Canada, que l'auditoire puisse constater qu'on peut tirer des conclusions différentes des mêmes faits<sup>45</sup>.

En tolérant les nombreux accros du film aux réalités historiques, politiques et diplomatiques du conflit israélo-palestinien, RDI a manqué à sa responsabilité quant à l'exactitude des faits – applicable même dans le cas d'un document d'opinion – et a omis d'appliquer au film le critère de qualité exceptionnelle et de pertinence avant de le diffuser, tel que stipulé dans ses propres normes et pratiques journalistiques<sup>46</sup>.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Me Luciano G. Del Negro, B.A., LL.B., M.A.  
Directeur général  
Comité Québec-Israël

David Ouellette  
Directeur, recherche et nouveaux médias  
Comité Québec-Israël

---

<sup>44</sup> ibidem

<sup>45</sup> ibidem

<sup>46</sup> ibidem, p.135